

Terminologie et méthodologie Mondialisation, métropolisation et mégapolisation

Fonds Documentaire IRD

Cote : Bx 23863 Ex : 1

Philippe HAERINGER

Introduction

De la confusion des concepts¹

L'une des questions souvent posées, lorsqu'on s'interroge sur l'évolution future des grandes villes, peut se résumer ainsi : la mondialisation nourrit-elle ou se nourrit-elle de la métropolisation ?

Il faut s'entendre sur les mots. Si « métropolisation » désigne un mouvement de concentration du pouvoir économique dans un nombre limité de grandes villes, le mot donne à lui seul la réponse à la question posée. S'il désigne le mouvement de concentration des hommes dans des bassins d'urbanisation de plus en plus vastes, alors la question reste ouverte. Dire non devient possible. Le débat peut s'engager. Il existe une troisième acception courante de ce terme : la dissémination de l'espace urbain, voire sa dilution dans l'espace rural. Mais cette acception ne peut donner sens à la question posée.

Reprenons donc la deuxième hypothèse, les deux autres s'éliminant d'elles-mêmes. On voit malheureusement d'entrée de jeu que le mot est mal choisi. On a besoin d'un autre mot, plus neutre, désignant la seule concentration humaine. Il est tout trouvé : c'est « la mégapolisation », qui n'évoque que le gigantisme urbain, tandis que « métropolisation » ne peut se départir d'une idée de puissance économique. Or il est de moins en moins évident que l'économie soit le seul déterminant de la démographie urbaine.

Ainsi outillé, on pourra plus aisément analyser les divergences qui existent entre démographie et économie, vérifier qu'il n'y a pas nécessairement synergie entre ces deux grandeurs. On s'apercevra que métropolisation et mégapolisation ne suivent pas toujours le même chemin. Il suffit pour cela de se tourner vers l'Est, puis vers le Sud, pour ensuite nuancer notre regard sur nos propres contrées. Au Sud, à l'Est et à l'Ouest, de nombreux scénarios montreront que les deux dynamiques ont pu faire un bout de chemin commun, emmenées par la révolution industrielle, l'aventure coloniale, le projet communiste, mais qu'après l'arrêt de ces trois expériences le divorce fut et reste souvent dramatique.

LA MÉGAPOLISATION SANS LA MONDIALISATION

L'industrie de l'ancien bloc soviétique peut bien s'évanouir, la population qui avait été appelée pour la servir est bien obligée de poursuivre sa vie citadine. Il ne peut y avoir un destin de ville fantôme (au sens des sites abandonnés du *far west* américain) pour une guirlande de villes millionnaires qui a fait le vide rural dans son sillage. Pour la grande

1 Ph. HAERINGER : « La mégapolisation du monde, un nouveau champ sémantique », dossier « La ville en ses concepts », *Urbanisme*, n° 296, 1997, ainsi que « La mégapolisation, un autre monde, un nouvel apprentissage », dossier « De la ville à la mégapole », *Techniques, Territoires et Sociétés*, Centre de prospective et de veille scientifique, Ministère de l'Équipement, Paris, septembre 1998.

Fonds Documentaire IRD



010023863

majorité des gens, il n'y a d'échappatoire ni en bas ni en haut de la pyramide des établissements humains. Moscou, qui réunit à lui seul plus des deux tiers des investissements étrangers dans la Russie d'aujourd'hui (et 80 % du chiffre d'affaire des banques et assurances)¹, semblant ainsi confirmer le postulat d'une connivence entre les hyper-villes et l'économie mondiale, se ferme farouchement aux migrations que cette manne pourrait attirer ; en dépit de la nouvelle Constitution, la *propiska* (droit de résidence) y est maintenue par dérogation. La pointe de la pyramide serait-elle ailleurs ? Il y a des utopies de fuite extra-continentale, mais elles ne peuvent agir qu'à la marge : les 250 millions d'anciens soviétiques ne se déverseront pas tous sur les USA ni sur l'Union européenne, ni sur les grandes places de l'extrême Asie.

Il en est de même des habitants de Lagos ou de Kinshasa, comme de ceux de Bamako ou de Bangui. Toutes les villes d'Afrique ont quintuplé leur population depuis la première décennie d'indépendance, tandis que leur secteur industriel stagnait ou régressait. À la tête de deux pays aux ressources minières (et autres) considérables, Lagos et Kinshasa pourraient faire exception. L'économie-monde ne les a pas lâchées, mais on voit bien qu'elle n'a que faire de leurs habitants. Il n'y a pas de carburant automobile (ni d'électricité, ni de salaires) dans les villes du premier pays pétrolier d'Afrique. Pourtant ces villes grandissent et donc assurent, à leur façon, leur reproduction sociale.

Dans le même temps, les villes de l'Europe occidentale luttent pour conserver un rôle dans l'économie mondialisée : une petite part du commandement et des bénéfices, mais surtout, coûte que coûte, une masse salariale significative. Malgré cette détermination et en dépit d'une relative félicité due à un a priori plutôt favorable des investisseurs, l'Europe assiste à une lente érosion du salariat industriel, mal compensée par l'hégémonie grandissante du secteur des services. Le secteur public aussi se rétrécit. Pourtant, ni les vallées urbanisées de la moyenne Angleterre, ni les plaines rhénanes, ni le delta rhodanien ne perdent leurs citoyens.

Il faut bien constater, au total, qu'une urbanisation se poursuit ou se maintient sans l'appui de ce que l'on entend par la « mondialisation ». Encore un mot qui demande à être explicité. Seule son acception la plus pointue prend sens ici : la concentration des puissances financières et des firmes pourrait profiter (selon l'hypothèse initiale proposée à cet atelier) aux grandes concentrations urbaines partout dans le monde. Mais, sans préjuger de quelques places prépondérantes sur lesquelles nous reviendrons, on vient de voir qu'il n'en est rien ni à la périphérie ni même au centre. En revanche, on ne peut nier que la mondialisation, considérée dans toutes ses dimensions, participe d'un « état » du monde qui précipite les gens vers les villes et les rend dépendants de décisions et de mouvements qui les dépassent et dépassent aussi les gouvernements nationaux. Dépendants par défaut lorsque l'emploi leur échappe, dépendants par captivité lorsque cet emploi est octroyé à des conditions drastiques et minimalistes, enfin dépendants dans tous les cas en tant que consommateurs.

L'empire de l'économie, que celle-ci soit mondiale ou qu'elle ne le soit pas, est indémêlable des autres pulsions de la vie. Cependant, il ne semble plus guère nécessaire, aujourd'hui, de démontrer que l'urbanisation du monde est de la dimension d'un fait de civilisation, sans doute aussi décisif que ne le fut l'avènement de l'agriculture. Avec l'effacement du monde paysan disparaît bien autre chose qu'un type d'économie. Et l'homme d'aujourd'hui va vers la ville non tant pour trouver un emploi (tous les paysans ne sont pas chassés de leurs terres) que pour trouver un emploi « urbain ». Son projet est d'abord d'entrer dans la civilisation urbaine. En sera-t-il déçu ? La voie du retour est à peu près impraticable, moins pour des raisons purement économiques que pour des raisons mentales. On pourra toujours démontrer que ces raisons-ci passent après ces raisons-là. Mais ce qui est sûr, c'est qu'elles forment un tout, et

1 Entretien avec Vladimir KOLOSSOV, directeur de l'Institut d'études politiques de l'Université d'État de Moscou (octobre 1997).

quand l'économie est incluse dans un tout, c'est qu'on est dans le culturel, ou dans l'ensemble des ensembles comme dirait Braudel.

Cette querelle de l'économique et du culturel est d'ailleurs vaine. On peut la contourner en s'en rapportant à la démographie, et même au simple comptage des hommes et des femmes. Quelle que soit sa place dans la distribution des rôles de l'économie mondiale, n'importe quel pays du monde voit son taux d'urbanisation monter inexorablement. Chaque pays vit cela à son rythme. Certains sont très en avance, d'autres très en retard, mais tous progressent sur cette échelle, année après année, sans qu'il y ait jamais de mouvement en sens inverse. La donnée la plus démonstrative est que ce sont les pays du Sud, et singulièrement ceux qui sont les plus marginalisés par l'économie dominante, qui alimentent le mieux cette montée des taux d'urbanisation. Ne démontre-t-on pas à l'envi, parfois avec excès, que les mégapoles de demain seront au Sud ?

Une autre donnée majeure de ce tournant de siècle nous ramène à l'économie, mais sur un terrain où les non-économistes ont souvent plus de choses à dire que les économistes, qui y perdent leur latin. Dans un consensus insatisfait, désabusé, on s'accorde à parler d'une « économie informelle » qui rendrait compte d'une part croissante de la vie urbaine : une part prépondérante dans les innombrables villes dont les majorités sont pauvres ou misérables, une part minoritaire mais durement ressenties dans nombre de villes riches. Appliquée aux « multitudes » du Sud, la réflexion sur l'économie informelle conduit à identifier au minimum une « autre » logique économique — inféodée ou non à l'économie dominante —, ou plus largement un autre monde urbain. Appliquée aux sociétés occidentales, cette réflexion renvoie à la fin du salariat, voire à la fin du travail, donc aussi à un autre monde non pas exotique, mais futuriste¹.

Au Nord comme au Sud, et même à l'Est, ces mondes émergents qui inquiètent peuvent ou non être interprétés comme les empreintes négatives de la mondialisation. Mais la question n'est pas là.

LA MONDIALISATION DANS UN LIT TOUT FAIT

Comment, devant tant de signes lourds d'une déconnexion — ou d'une connexion négative — entre l'économie des grands donneurs d'ordres et certaines réalités urbaines grandissantes, comment l'hypothèse d'une symbiose entre la mondialisation de l'économie et la macro-urbanisation peut-elle avoir été formulée ? Où est la légitimité d'une telle question ? On pense évidemment aux grandes places que sont New York, Londres ou Tokyo, les fameuses villes « globales » de SASSEN. Mais SASSEN reconnaît elle-même² que ces places mondiales vivent comme en apesanteur au-dessus du matelas humain des agglomérations correspondantes. Autrement dit, Manhattan et la City ne sont pas New York ni Londres. Ne sont-elles pas, d'ailleurs, concurrencées par des îlots comme Hong Kong ou Singapour, des places *off shore* en somme, libres du poids d'un vaste territoire, et qui veillent jalousement à ne plus trop embarquer de monde sur leur plate-forme ?

On s'entendra aisément pour distinguer, dans le phénomène de mondialisation, la localisation des donneurs d'ordre et les terrains où s'exerce l'économie réelle voulue par ces donneurs d'ordre : investissements, emplois, production, distribution. On en finira avec le premier sujet en remarquant que si les principales places mondiales sont domiciliées dans quelques-unes des plus grandes agglomérations du monde, grands ports de surcroît, c'est qu'elles sont les héritières de la phase antérieure, celle des derniers empires maritimes, Hong Kong et Singapour étant eux-mêmes des comptoirs d'empire. Mais on ne sait combien durera

1 Ph. HAERINGER, *L'économie invertie*, série 2001 Plus, n° 50, déc. 1999 (Centre de prospective et de veille scientifique, Ministère de l'Équipement, Paris).

2 S. SASSEN, propos recueillis par Sandrine Tolotti dans *Croissance*, n° 405, juin 1997.

cet effet d'inertie historique en ces temps où l'apesanteur et l'immatérialité progressent, faisant le lit de cette nouvelle configuration que l'on appelle la mondialisation. Il sera intéressant de vérifier si l'installation de la banque centrale européenne à Francfort, et l'alliance boursière qui commence à se former autour de ce centre, entraînera ou non une explosion « métropolitaine » de cette ville à peine millionnaire.

Plus intéressant est le deuxième sujet : la localisation de l'économie réelle, du moins de celle que l'on peut directement attribuer aux groupes de dimension mondiale. Géographie complexe, mais dont on peut dégager quelques lois. Pour s'en tenir à l'économie urbaine, en excluant donc l'extraction minière et l'agro-industrie quand elles n'engendrent pas une urbanisation significative, on observe deux comportements en apparence contradictoires. Dans maints pays sous-équipés, la préférence va, comme notre hypothèse initiale le suggère, aux plus grandes villes. La raison en est simple : seules ces grandes villes, aussi misérables que peuvent y être les conditions de vie de la majorité de leurs habitants, parviennent à réunir le décor minimal à l'implantation d'une unité de production moderne. Dans ces pays, où la plupart des plans de déconcentration sont voués à l'échec, il est exact que la mondialisation participe au renforcement de ce qu'on appelle la « macrocéphalie » soit à l'échelle des nations, soit à celle de vastes régions. Cependant, par définition, ces pays déshérités ne recueillent que l'écume des investissements mondiaux, moins motivés par le faible coût de la main-d'œuvre que par l'accès à un marché, si marginal soit-il. Et cette écume, pourtant si prisée et parfois essentielle, n'absorbe qu'une part minime de la population active des villes. Quand il en est autrement, c'est que des « dragons » émergent, et ce n'est évidemment pas le cas le plus courant.

Le cas du monde post-soviétique apporte une variante inédite à ce schéma. On ne peut dire que ces pays soient sous-équipés, mais leur équipement est obsolète ou délabré, en panne chronique. Ils ne souffrent généralement pas de macrocéphalie, mais une longue tradition de centralisme politique et d'autoritarisme font tout converger vers Moscou ou partir de ce centre : communications et transports, distribution, référents et légitimations, obédiences et réseaux. Depuis l'ouverture de la Russie à l'économie mondiale, celle-ci s'engouffre en ce point nodal et en reste là, peu soucieuse de se hasarder dans la profondeur des steppes ou dans les ci-devant capitales d'une industrie lourde ruinée. Aux Russes, nouveaux ou anciens, est laissé le soin d'assurer le relais, et de manœuvrer une machinerie dont ils ont seuls le secret. L'incertitude d'un mouvement d'autonomie régionale, l'émergence de fiefs et de potentats locaux (voire de monnaies locales), ne semble pas devoir inciter les entreprises étrangères à disperser leur effort. Pour l'instant, Moscou est utilisé comme une tête de pont, ou comme une vitrine, mais on ne peut attribuer cette situation à la logique d'une économie mondialisée. Dans l'expectative, les investisseurs se contentent, ici, de tirer les conséquences d'un état des lieux.

L'économie mondiale, en effet, se comporte d'une toute autre façon lorsqu'elle trouve des espaces réticulés, isomorphes, interconnectés, ce que la plupart des pays industrialisés présentent au moins dans leurs parties « utiles ». Cela est particulièrement vrai des plats-pays et des pénéplaines de l'Europe du nord-ouest, mais aussi du plateau suisse, de la plaine padane, partout où le réseau autoroutier forme une pelote serrée. Dans de tels espaces, les investisseurs n'ont que l'embarras du choix, ils mettent les villes en compétition sans se soucier de leur rang hiérarchique. Les villes petites et moyennes bénéficient même d'une cote d'amour : plus de disponibilité, des terrains moins chers, etc. C'est bien pourquoi on voit évoluer ces régions en une mégalopolis transnationale, qui prend en écharpe la vieille Europe, exactement — faut-il le rappeler ? — comme le faisaient les courants marchands du temps des Croisades ! Autrement dit, là aussi, la mondialisation n'a fait qu'emprunter une route toute tracée.

On pourrait en dire autant de la mégalopolis japonaise, qui ne fait que relier Tokyo à la région des anciennes capitales de l'empire, Nara et Kyoto ; ou de la mégalopolis américaine

de référence, qui ne perpétue que le semis des villes industrielles des États fondateurs, et qui fut décrite et célébrée avant même que ne se manifeste la mondialisation qui nous occupe aujourd'hui.

Cependant, ce que l'on peut observer dans le périmètre improbable des mégapoles peut aussi l'être au-delà, lorsque la dimension des territoires et leurs aléas (reliefs, faibles densités humaines, etc.) dispersent les établissements urbains. En Europe, la France représente une échelle intermédiaire, où la figure de la nébuleuse urbaine généralisée cède la place pour l'essentiel, région parisienne mise à part, à une configuration de couloirs ou de chapelets urbains, de liserés de villes côtières, bref à une distribution linéaire. S'il en est ainsi, c'est que la création d'activités s'effectue volontiers dans l'entre-deux des plus grandes villes, pourvu qu'un fleuve circulatoire les relie. S'accomplissent de la sorte des outrages lèse-hiérarchie, sans doute plus mal ressentis dans la France jacobine et municipale qu'ailleurs. Ainsi Marseille enregistre douloureusement les succès d'Aix, d'Arles ou d'Avignon. Quant à la persistance de la primatie parisienne, il serait déraisonnable d'en demander des comptes à la mondialisation plutôt qu'aux rois de France, aux Constituants, aux TGV, et à dix siècles de construction nationale.

Avec l'échelle américaine, c'est évidemment la figure du semis lâche qui domine, les mégapoles (côte Est, grands lacs, Californie méridionale) exceptées. Le continuum urbain s'apprécie non pas sur l'asphalte, mais au rythme des navettes aériennes. Il suffira de mentionner deux faits pour écarter l'idée qu'une prime pourrait aller systématiquement aux plus grandes métropoles. Dans les dernières décennies de ce siècle, c'est la modeste ville de Phoenix, isolée au cœur du désert de l'Arizona, qui progressa le plus vite, attirant de nombreuses industries de pointe (elle compte aujourd'hui trois millions d'habitants). En revanche, dans la mégapole californienne, Los Angeles se voit peu à peu éclipsée par le comté d'Orange pour tout ce qui se fait de mieux en matière d'industrie et de recherche. Le comté d'Orange n'est pas situé dans l'immédiate banlieue angevine, mais loin au Sud, en direction de San Diego. —

LA CAMPAGNE MÉGAPOLITAINE

Le modèle américain suggère mieux que d'autres, parce qu'il évolue sur des espaces peu marqués par la sédimentation d'une histoire longue, la relation qui peut exister entre les deux principales composantes de la ville : la fonction résidentielle et l'activité économique. Cynthia GHORRA-GOBIN¹ observe que « l'éclatement spatial de la ville américaine n'est pas le fruit de la spéculation foncière ou de l'usage de la voiture, mais correspond à un mythe (résidentiel) qui se bâtit entre les années 1820 et 1860 », ajoutant que ce que Joël GARREAU² appelle aujourd'hui les *edge cities* ne se sont arrogées que récemment des fonctions économiques, désormais dominantes dans une économie américaine restructurée par la mondialisation. Les aspirations résidentielles auraient donc précédé les acteurs économiques ou, cela dit autrement, l'économie, en l'occurrence mondialisée, se serait coulée dans un moule tout prêt.

Dans une France qui, qu'elle le veuille ou non, suit de loin l'Amérique avec des ingrédients qui lui sont propres, on peut observer la même antériorité des pratiques résidentielles sur les implantations économiques qui jalonnent notre mégapolisation filamenteuse. La lecture en est certes moins aisée, car notre fuite des grands centres s'accroche sur des sites déjà marqués par l'histoire : villes petites et moyennes, villages et terroirs, dont nous guettons les clochers et les châteaux. Les nouvelles activités se mêlent à celles qui viennent d'un autre âge ou à leurs

1 C. GHORRA-GOBIN : « De la ville à l'*edge city* », in J. Portes, éd., *L'Amérique comme modèle, l'Amérique sans modèle*, Presses universitaires de Lille, 1993.

2 J. GARREAU : *Edge City, Life on the New Frontier*, New York, Anchor Books, Doubleday, 1991. Peu conceptualisée, la notion d'*edge city* renomme indifféremment la banlieue américaine, désormais dotée de pôles économiques, et ces pôles eux-mêmes.

ruines. Cependant, il semble bien que la succession des actes soit couramment la suivante : fermettes « bords de Marne » ou « lubéronnes », lotissements « Les Alouettes » ou « Les Lavandes », centre commercial « La vie en vert », et enfin zone d'activité (ZA), une pour chaque commune, car les taxes professionnelles ne se partagent pas. Les rocade et les ronds-points s'intercalent entre les deux derniers actes. Parfois, tel un gain au loto, un « master » de rang mondial vient s'implanter lourdement, bouleversant quelque peu les plans. Ainsi vont nos villes.

Que les firmes suivent le même chemin que les gens, cela n'a rien d'étonnant. Elles sont comme eux désireuses d'échapper aux centres encombrés, pour des raisons de coût et d'agrément. Elles ne peuvent pour autant trop s'isoler, parce qu'elles empruntent les mêmes voies de circulation et que, le temps des cités ouvrières étant révolu, leur personnel doit pouvoir s'insérer dans un marché immobilier et dans une vie locale. On peut ajouter que le voisinage de la fonction résidentielle et d'une industrie de plus en plus souvent légère, propre et silencieuse, n'est plus aussi problématique qu'aux temps du charbon et des marteaux-pilons. On sait d'autre part que les services et la distribution prennent de plus en plus le pas sur la production, et que d'innombrables formules sont développées pour ramener au plus près du consommateur des produits et des services que l'intégration industrielle et commerciale risquerait d'en tenir éloignés ; que la production elle-même est soumise à la loi des « flux tendus » qui la conduit, chaque fois que la nature du produit le permet, à diviser ses unités de production ou de montage, à les multiplier et à les disperser sur les territoires afin de réduire les temps de livraison. Même au stade de la production, la présence d'une marque dans une région urbaine peut avoir un puissant impact publicitaire, voire identitaire, sur une clientèle locale convoitée. Toutes ces raisons et bien d'autres, qui n'agissent pas toutes à la même échelle, concourent cependant à entraîner l'activité économique dans le sillage des nouvelles mobilités résidentielles, a priori porteuses des modes de consommation de l'avenir, et cela d'autant plus facilement que les collectivités locales déploient toutes leurs séductions, dès lors qu'elles ont la charge de nouveaux habitants, pour attirer à elles les entreprises susceptibles d'apporter leur écot fiscal.

Ce scénario est particulièrement applicable à un pays comme la France, car les facteurs d'une antériorité du résidentiel sur l'activité économique y sont singulièrement puissants. Le plus spécifique d'entre eux est la place occupée par le secteur public, et le rôle qu'il joue dans les dynamiques urbaines, notamment par le truchement de l'emploi, mais aussi par la part qu'il prend à l'encadrement de la vie quotidienne. Ajouté à l'importance, en nombre et en pouvoir d'achat, de la population retraitée, le secteur non marchand est majoritaire et entraîne donc le mouvement de l'urbanisation nouvelle. Ce mouvement est par ailleurs favorisé par la qualité proverbiale des routes et rails de France (encore le service public !) et par celle, plus récente, des autres réseaux techniques. Il est encore renforcé par l'importance que prennent, en France, les considérations culturelles dans le choix de la résidence.

Ont déjà été évoquées les accroches identitaires que représentent les communes petites et moyennes qui jalonnent la progression mégapolitaine. En témoignent chaque année davantage, et pas seulement dans l'euphorie estivale des régions touristiques, les efforts considérables qui sont accomplis par ces petites localités pour rivaliser avec les initiatives culturelles des grands centres. La progression inégalée du temps des loisirs accompagne cette propension à « consommer » (ou à promouvoir) des valeurs culturelles et à les intégrer dans les plans de vie. La meilleure illustration en est que les résidences secondaires, qui pullulent depuis les années cinquante, supplantent bien souvent les résidences principales jusqu'à se substituer à elles à l'heure de la retraite, parfois avant, à moins que les deux notions ne se soient rejointes dès l'origine du ménage pour n'en former qu'une, fondue dans un compromis à mi-chemin de la ville et de la vallée perdue. La maison, qui était une nécessité, devient ainsi un plaisir, avec son complément de plus en plus déterminant qu'est le jardin, à l'origine d'un des secteurs marchands les plus prospères.

C'est ici qu'il convient de faire état d'un de ces phénomènes correctifs dont les civilisations ont le secret, lorsqu'elles atteignent des extrêmes qui pourraient les anéantir ou les rendre insupportables. Déjà, on voit bien que le desserrement de la trame urbaine, et la recherche de niches identitaires, sont une réponse au gigantisme urbain. Le retour à la maison individuelle aussi, avec sa valeur familiale souvent retrouvée, cultivée (même si elle est vite trahie par la mobilité des enfants, voire des parents eux-mêmes), et son contact avec le règne végétal. Mais ce correctif se prolonge dans la vie économique. Passons sur le développement de l'économie domestique : explosion du bricolage jusqu'au travail au noir, succès renouvelé des aires de potagers familiaux. Plus décisive est la résurgence de la micro-entreprise et d'une demande — parfois frénétique — de contact direct client/producteur.

Cette résurgence est intense à la fois dans les centres anciens, où elle se marie bien avec le culte du patrimoine, et dans les digitations de la « campagne mégapolitaine », surtout lorsque celles-ci rencontrent les sanctuaires du terroir paysan. Ici et là les Français retrouvent avec délices les marchés en plein ciel et les produits de la ferme, mais aussi, de l'atelier aux boutiques les plus raffinées, des services et des produits artisanaux couvrant un éventail de plus en plus large de leurs besoins. Il est vrai que l'industrie excelle souvent à maquiller ou à adapter ses produits pour récupérer une part de ce marché, dont la frontière reste floue. Inversement certaines grandes surfaces savent faire place, mais en trichant parfois aussi (à moins qu'elles ne soient abusées !), aux produits de l'artisanat. Cependant, les vrais amateurs savent trouver, de plus en plus nombreux, le vrai produit à sa vraie place.

Après qu'on a longtemps vu l'économie intégrée (mondialisée ?) cannibaliser les petits producteurs, les petits prestataires de services et les petits distributeurs, il semble qu'il y ait beaucoup de places à reprendre ou à inventer pour les adeptes d'une logique et d'une qualité artisanales, tout passéisme ou babaisme bu. Le morcellement de l'espace mégapolitain, sa diffusion dans les replis du terroir, sont susceptibles aussi bien de faire le lit de l'artisanat de proximité que celui des firmes mondiales. Il en est de même des tendances lourdes du temps. L'entreprise individuelle est la plus naturelle des répliques à la crise du salariat. Mais l'éthique artisanale entre aussi en résonance avec l'affirmation de l'individu, en même temps qu'avec le développement du communautarisme ethnique ou associatif. Enfin l'aire informatique, grande responsable de l'accélération du mondialisme, est en retour un formidable gage d'autonomie de la micro-entreprise, surtout si elle est perdue au fond de la campagne mégapolitaine¹.

LA MONDIALISATION SANS LA MÉTROPOLISATION

Les 44 000 entreprises transnationales recensées dans le monde ne produisent, après tout, que 8 % du PNB mondial². Cela laisse de la marge pour les marges, que celles-ci soient abandonnées à une économie de subsistance ou qu'elles soient le siège d'une économie alternative et complémentaire, ou tout simplement nationale. Dans les deux cas de figure, qui distinguent grosso modo les pays développés de ceux qui ne le sont pas, ces marges restent paradoxalement majoritaires. Surtout, elles ont parti lié avec des comportements sociétaux lourds, qui précèdent plus qu'ils ne suivent l'initiative économique. Contrairement à ce que

1 Ph. HAERINGER, « La campagne mégapolitaine », in « Le monde au XXII^e siècle », *L'Environnement magazine*, n° 1543, décembre 1995 (numéro commémorant les 150 ans de la publication et projetant le regard à 150 ans...). Par cette expression, reprise dans des publications ultérieures, on propose une analogie entre l'écoumène paysan que nous quittons et l'écoumène « urbain » dans lequel nous entrons. L'intention mise dans cette expression est moins normative que celle qui transparait dans l'*urban field* de FRIEDMANN et MILLER (1965), évoqué par C. GHORRA-GOBIN dans un article récent (« L'urban field américain », dossier « La ville en ses concepts », *Urbanisme*, n° 296, 1997).

2 Rapport 1997 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Bien que les filiales soient incluses dans le calcul, ces chiffres laissent partiellement ouverte la question des frontières, notamment de celle qui sépare production et contrôle d'une production, quand ce contrôle peut être indirect, occulte, voire maffieux.

l'on croit souvent, cette antériorité sociétale, qui s'exprime notamment dans les dynamiques (ou les inerties) résidentielles, caractérise davantage la phase actuelle de l'histoire urbaine que la phase précédente. Aux temps conjugués de l'industrialisation, de la colonisation et du projet communiste, l'initiative économique emmenait l'urbanisation. Aujourd'hui la relation s'est inversée. C'est pourquoi il est plus juste de parler de mégapolisation que de métropolisation, au moins pour désigner le mouvement général des villes.

En revanche, dans les configurations les plus prospères, il est indéniable que l'on assiste au renforcement continu d'un certain nombre de pôles de puissance. On peut bien alors parler de métropolisation. Mais, sauf peut-être pour quelques purs dragons ou pour quelques exceptionnelles *success stories* urbaines, ce phénomène s'inscrit dans le précédent. C'est ainsi que l'on peut aboutir, pour une même ville, à une dualisation opposant une économie branchée sur le monde et une économie majoritaire rivée aux paramètres locaux, avec un processus d'osmose trop lent pour que la seconde profite pleinement de la première. Cette coupure est particulièrement nette dans beaucoup de pays sous-développés, dont les richesses sont confisquées et très peu redistribuées. Elle l'est aussi dans les métropoles où siègent les plus importants postes de commandement de l'économie mondiale.

Dans les deux cas on observe une autre coupure, qui rend la ville partiellement étrangère au territoire régional dont elle était primitivement issue. Mais cette coupure est un corollaire de la précédente : on peut en effet démontrer — dans une certaine mesure — que la pointe de l'économie mondiale fonctionne dans une sphère qui lui est propre, indifférente aux territoires au creux desquelles elle niche ses postes stratégiques. Mais ne pouvait-on déjà, en des siècles reculés, observer de tels phénomènes de réseaux de puissances passant par-dessus les peuples, dont les démêlés retentissaient néanmoins cruellement sur ces peuples, comme il en est aujourd'hui des soubresauts des marchés boursiers ?

Plus caractéristique du temps présent est le constat suivant : l'ensemble du monde urbain tend à fonctionner dans l'ignorance de ce qui n'est pas urbain, car la ville d'aujourd'hui ne procède plus de la campagne. À quelques notoires exceptions près, les unes archaïques mais qui n'ont pas dit leur dernier mot (exemple indien, où le taux d'urbanisation est encore faible), les autres porteuses d'un avenir plutôt élitiste (petites villes du vignoble français ou du tourisme vert), l'alliance ville/campagne n'est plus qu'un souvenir dont la célébration, ici ou là, est un aveu. Cet enracinement disparu, les villes appartenant à un même couloir urbain ou à une même nébuleuse deviennent largement interchangeables par leur contenu : population, activités, fonctions. Il reste bien des marquages sociaux lourds, mais les longues lignées familiales et les dynasties entrepreneuriales se brisent. Les spécialisations tirées du terroir se diluent, même si l'on observe que les agricultures les plus prospères restent proches des villes. Villes et bourgs, et donc même les campagnes, ne sont plus que les fragments d'un bassin d'urbanisation, organisé autour ou à partir d'une vieille capitale régionale. C'est pour cette dernière raison — et en souvenir des politiques d'« armature urbaine » et de rééquilibrage régional qui n'ont pas sévi qu'en France — que l'on appelle ces bassins des « aires métropolitaines ». Mais l'interchangeabilité des contenus entraîne dans un très grand nombre de cas la vacuité progressive du centre. La dynamique centripète laisse place à une dynamique centrifuge. Le gradient social aussi s'inverse. On obtient ainsi exactement le contraire d'une métropolisation.

Il reste donc la dissémination urbaine, que nous présentions au début de ce texte comme la troisième acception du terme « métropolisation », et dont nous estimions qu'il ne donnait pas sens à la question du rapport à la mondialisation. En effet, que pourrait bien être ce rapport ? On a vu que le desserrement urbain était d'abord affaire de mœurs, servies par les technologies de la mobilité ; et que l'activité économique suivait avec retard, mondialisation ou pas. Le positionnement d'une entreprise transnationale, dans un espace urbain déjà suggéré, n'a guère de raison d'être différent de celui d'une entreprise nationale de même ambition et poursuivant le même marché. Un pays comme la France n'aurait certainement pas

évitée la dissémination urbaine si elle était restée fermée aux multinationales et aux capitaux voyageurs. D'ailleurs elle le fut longtemps, relativement à ses voisins, ce qui ne l'empêcha pas, à l'issue de ces années gaulliennes, de battre des records dans ce que l'on appela alors le mitage des paysages, ainsi que dans la prolifération des cités et des hypermarchés en rase campagne.

Les effets de la mondialisation sont, décidément, à chercher ailleurs que dans l'évolution du semis urbain et de sa hiérarchisation. Au plus accélèrent-ils (et fragilisent-ils), dans certaines situations, des mouvements de fond qui sont à rapporter à l'évolution générale des sociétés. Certes, cette évolution est mondiale. Mondiale, mondialisation... il serait trop simple de fermer ainsi la boucle. À moins d'élargir le concept de mondialisation à tout ce qui unifie la destinée planétaire, et de le priver ainsi de la signification précise qu'on lui donne depuis quelques années (s'entendra-t-on sur cette formule : « *processus d'intégration et de concentration économiques résultant de l'internationalisation des capitaux, des firmes et des marchés* » ?), on ne peut lui attribuer l'explosion urbaine et le cheminement de notre civilisation vers le tout-urbain. Il est indéniable, en revanche, que la mondialisation (que les anglo-saxons appellent la *globalisation*) se coule fort bien dans cette évolution générale, au point de paraître la conduire. Elle ne joue pourtant qu'un des rôles de ce jeu complexe, un rôle certes musclé, à la fois constructif et dévastateur, consolidateur et déstabilisateur (de l'emploi notamment), mais qui engendre diverses réactions correctives de grande ampleur (le succès des PME, le renouveau de l'entreprise individuelle) et laisse courir de nombreuses autres forces ou pesanteurs. Celles-ci ne relèvent pas nécessairement de l'économie, mais sont à même de la contraindre et de la plier à leurs raisons.

Un dernier survol de la géographie urbaine de l'hexagone finira de nous en convaincre. Les mises au point successives de l'INSEE nous dépeignent une France en apparence contradictoire : de plus en plus resserrée sur quelques bassins ou couloirs d'urbanisation et de plus en plus consommatrice d'espace. S'agit-il d'une dynamique de métropolisation, ou faut-il n'y voir qu'un processus de mégapolisation étalée ? En première approximation, on pourrait dire que les deux phénomènes y trouvent leur compte ; les pôles les plus attractifs gagnent, mais ils s'effilochent. Toutefois, un deuxième examen affaiblit l'hypothèse de la métropolisation. En effet, hormis une polarisation séculaire sur la région parisienne¹, c'est le pourtour méditerranéen qui l'emporte, alors même que la métropole de référence, Marseille, est en crise durable et profonde. La façade atlantique, des côtes bretonnes aux bouches de l'Adour, connaît une félicité comparable. La guirlande de nos charmants petits ports aurait-elle recouvré une importance stratégique à l'heure de la mondialisation ? Évidemment non. En revanche, ils participent sans doute, avec bien d'autres atouts climatiques et de qualité de vie, de l'aimantation que ces régions exercent sur la population française. Et l'économie suit, sans autre critère objectif que le désir des gens.

Conclusion

Tropismes...

Étudiant les évolutions de la population française à l'échelle fine du découpage communal, H. LE BRAS² nous permet de sortir de la stricte géographie des villes pour entrer dans celle

1 Paris est au nombre des cités « presque » globales inventoriées par S. SASSEN (« La ville globale », dossier « La ville en ses concepts », *Urbanisme*, n° 296, 1997). Toutefois, il est probablement impossible de mesurer, en regard d'un très puissant tropisme historique, la part des logiques actuelles (tertiarisation de l'emploi, externalisation des fonctions tertiaires des entreprises, exigence de proximité réciproque des grands groupes et des PME prestataires de services, etc.), et moins encore la part de la mondialisation proprement dite dans la poursuite d'un mouvement de concentration, à Paris, des cadres de haut niveau. Les auteurs de l'ouvrage collectif *Les territoires du futur* (DATAR, Éditions de l'Aube, 1993) hésitent à mettre en avant tantôt un renforcement apparent de cette polarisation, tantôt les signes d'un essoufflement par asphyxie et ceux de nouvelles dynamiques sur le territoire français.

2 H. LE BRAS, *La planète au village*, DATAR, Éditions de l'Aube, 1997.

des pôles et des lignes. Les pôles l'emportent encore par leur poids, mais toute la nouveauté est dans les lignes. Préférant la vitesse à la proximité, la figure du réseau à celle de la pyramide, cette nouvelle géographie urbaine retrouve certaines des plus vieilles routes de France en même temps que les principaux contours du pays physique ; en réalité les sillons les plus profonds, les plaines et bassins les plus bas, les piémonts et les fleuves et, tout au bout de ce ruissellement, les estuaires et les côtes. Cette mégapolisation filamenteuse, paradoxalement, permet aux Français de retrouver des petites villes qui, parfois isolées au creux d'une vallée alpine, se trouvent ainsi raccrochées aux principaux bassins urbains.

Parmi toutes les « métropoles d'équilibre » lancées dans les années 60, Toulouse apparaît clairement comme la réussite la plus convaincante, avec une spécialisation aéronautique et spatiale du plus haut niveau mondial. Pourtant, elle était de loin la moins bien située par rapport aux grands axes français et européens. Le tropisme solaire (le midi aquitain, le mythe de la ville rose...) aurait-il joué en sa faveur, comme il semble qu'il ait joué pour Phœnix ou Tucson dans leurs déserts de cactus (et plus largement pour le *Sunbelt* au détriment du *Manufacturing Belt* du nord-est américain¹) ? Quels étaient les atouts économiques de Los Angeles, sinon son célèbre *sunset* sur l'ultime rivage, si séducteur qu'il aura fallu détourner les lointaines eaux du Colorado afin d'assurer la survie des populations piégées ? On ne sait pas assez que cette agglomération immense, emblématique de la modernité la plus avancée, est d'abord et encore une formidable colonie de peuplement où confluent plusieurs des plus puissants courants migratoires du monde. On ne sait pas non plus assez que ce pôle majeur de l'urbanisation américaine eut à négocier dans la douleur, au cours des vingt dernières années, son adaptation économique aux nouvelles données de la mondialisation. Il en résulta une déconnexion accrue entre une lourde part de sa réalité mégapolitaine (dont on peut se faire une idée dans East L. A., où se développe une économie largement autarcique) et sa brillante participation à l'économie mondiale, qu'elle exerce dans des pôles excentrés et choisis comme celui de l'*Orange County*.

Aux confins de la mégalopolis californienne, sur le revers mexicain de la frontière, un vaste amas proto-urbain se presse contre le mur de tôle dressé par les Américains. Un million de « latinos » sont à Tijuana pour passer le mur, ou pour s'embaucher dans les usines sous douane de la mondialisation (les *maquilladoras*)². Les Tijuana sont nombreuses, sur cette longue frontière ou sur d'autres. Parler de métropolisation suffira-t-il en ce cas ? Considéré à l'échelle des rapports entre le Nord et le Sud, ou entre l'Est et l'Ouest, c'est le monde développé tout entier qui paraît jouer le rôle de la métropole, toutes nuances confondues, tandis que le reste du monde se contenterait de celui de la mégapole. Il ne faut surtout pas l'oublier lorsque l'on instruit le dossier de la mondialisation, et moins encore lorsque l'on s'attache à scruter la ville du XXI^e siècle.

1 A.-J. SCOTT : *Metropolis, from the Division of Labor to Urban Form*, University of California Press, 1988.

2 Usines de la mondialisation ? Pas si sûr, malgré les apparences ! En tout cas, mondialisation à demi. Il y a bien à Tijuana des firmes du monde entier, sans doute dotées de capitaux transnationaux. Mais comment se fait-il qu'elles aillent exploiter sous douane la main-d'œuvre du Sud ? Les agglomérations de frontière (dont Shenzhen, aux portes de Hong Kong, représente un autre type) semblent fournir le plus éclatant exemple d'une urbanisation produite de toute pièce par la mondialisation. Pourtant, s'il y a place pour un effet frontière, c'est que la mondialisation se heurte encore à d'autres réalités. Affaire à suivre. La fin de la concession (à Hong Kong) et les accords de l'Alena (au Mexique) n'ont pas encore achevé leur œuvre.

CAPES / Agrégation

Les métropoles dans le monde

Sous la direction de

Gabriel WACKERMANN

Professeur émérite en aménagement et d'urbanisme à l'Université Paris IV-Sorbonne

Jean-Paul AMAT

Professeur de Paris IV-Sorbonne,
chercheur à l'UMR 8505, CNRS-ENS

Michel CARMONA

Professeur de géographie et aménagement,
Université Paris IV-Sorbonne

Gérard-François DUMONT

Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne

Cynthia GHORRA-GOBIN

Directeur de recherche CNRS, enseigne
à l'Institut d'Études Politiques (Paris)
et à l'Université Paris IV-Sorbonne

Philippe HAERINGER

Directeur de recherche à l'Institut de Recherche
pour le Développement (IRD), professeur associé
à l'Université Paris X-Nanterre

Micheline HOTYAT

Professeur de Paris IV-Sorbonne,
chercheur à l'UMR 8505, CNRS-ENS

Jean-Pierre HUSSON

Professeur à l'Université Nancy 2

Philippe PELLETIER

Maître de conférence à l'Université Lumière-Lyon II,
membre de l'Institut d'Asie orientale (Lyon)

Jean ROBERT

Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne

SINGARAVÉLOU

Professeur à l'Université Michel de Montaigne,
Bordeaux 3

Jean STEINBERG

Professeur à l'Université Paris XII Val-de-Marne

Christian VANDERMOTTEN

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles,
Président de l'Institut de Gestion de l'Environnement
et d'Aménagement du Territoire



ISBN 2-7298-0274-6